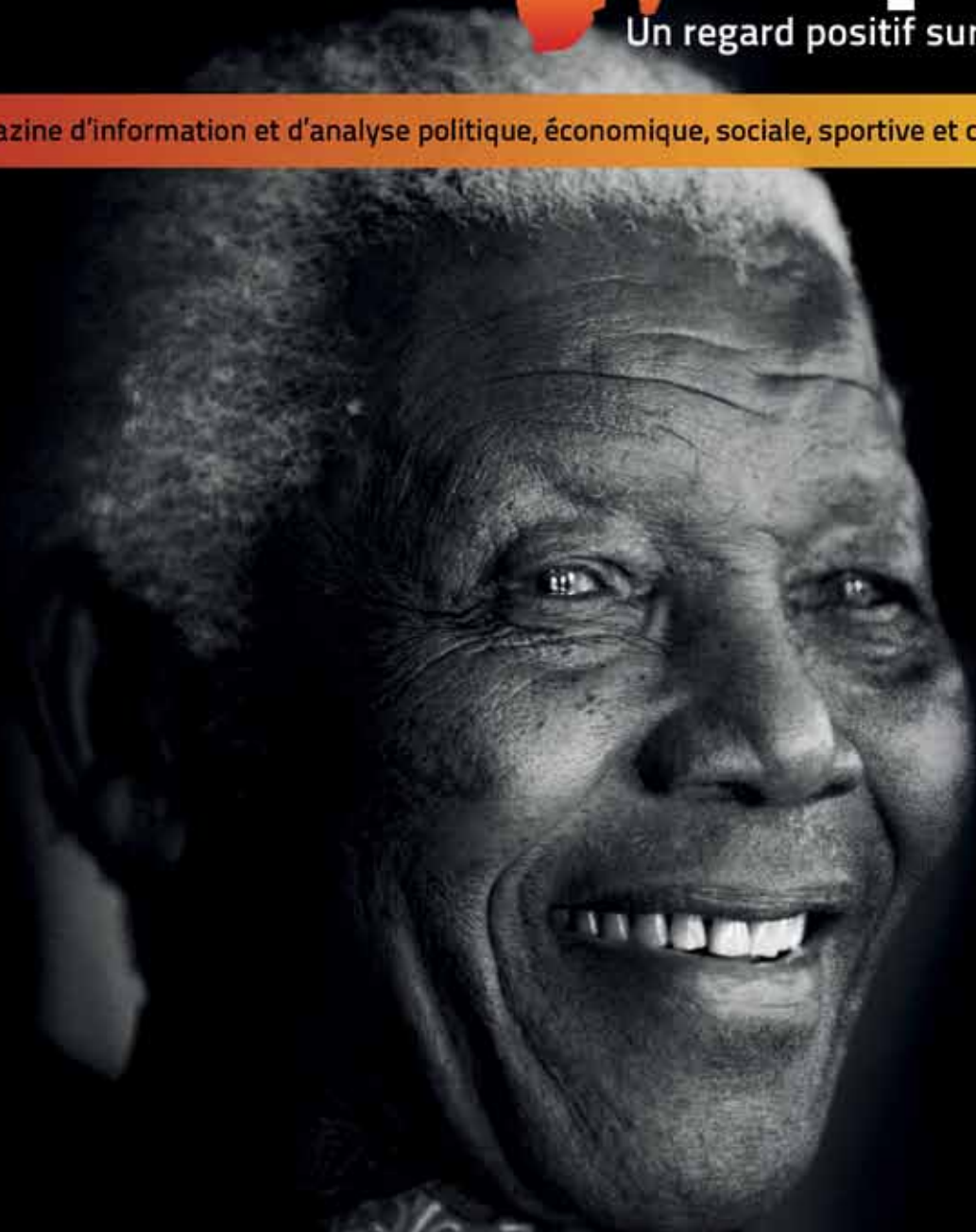


# Le nouveau **Afrique**

63 DÉCEMBRE 2013

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



## NELSON MANDELA LE BAOBAB S'EST COUCHÉ



**DOSSIER**  
2013 EN AFRIQUE

**CULTURE**  
HOMMAGE À TABU LEY  
ROCHEREAU

**SOCIÉTÉ**  
JOURNÉE MONDIALE  
DE L'ENFANCE À  
BRUXELLES

**ÉCONOMIE**  
CEDEAO  
VERS LA FIN DES  
FRONTIÈRES



# Simplement mieux

Découvrez de nouveaux standards de confort

[brusselsairlines.com/experience](https://brusselsairlines.com/experience)

 **brussels airlines**

A STAR ALLIANCE MEMBER







Par Daouda Emile Ouedraogo

# LE CONTRAT SOCIAL RESPECTÉ

Inexorablement 2013 tire à sa fin. Une nouvelle année commence. En 2013, les effets de la crise mondiale ont été atténués sur le continent. L'Afrique dans sa marche vers le développement est restée debout. 2013, sans orgueil, aura été l'année de l'Afrique. Avec un taux de croissance moyen oscillant entre 5 et 8 %, les États africains en 2013 se sont bien « débrouillés », malgré quelques moments de frayeur. La crise mondiale n'a pas eu d'impacts majeurs sur l'économie africaine. C'est un constat réel. Dans tous les pays, une paix progressive s'installe à la fin de cette année. Sur le plan économique, les bonnes notes enregistrées par les économies locales mettent du baume au cœur des États africains. Les banques africaines ont fonctionné plutôt correctement. Les entreprises ont fait des bénéfices et les places boursières africaines ont été assez stables. La dette africaine a connu une baisse fulgurante durant la dernière décennie. L'Afrique en 2013 a été le terreau fertile du développement des entreprises. Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, les Africains ont développé des initiatives pour créer des entreprises et de facto générer des richesses et créer des emplois. 2013 a été l'année du respect du contrat social entre les populations et les pouvoirs publics. Sur le plan politique, de nombreuses réformes ont abouti à un meilleur ancrage de la démocratie sur le continent. Après 20 ans de pratique de différentes formes de démocratie calquées sur l'Occident, l'Afrique a pris le courage de forger son modèle démocratique. Les politologues les plus avertis, les éminences grises africaines, qui enseignent les différents modules politiques dans les universités occidentales ont contribué à cette réflexion. La Guinée-Conakry, la Côte d'Ivoire, Le Sahara occidental, Madagascar, La RD Congo, la corne de l'Afrique en général, après des crises politico-militaires, ont connu des élections démocratiques, libres et ouvertes. L'année qui s'achève a été celle des bilans pour les États africains. 2013 est une année charnière pour les gouvernements des pays africains. De nombreux chefs d'États sont à mi-mandat. Cette année a donc permis aux uns et aux autres de faire le bilan de leur programme

de développement sur base duquel le peuple leur a confié le destin de leur patrie. L'on se rappelle la chute du Mur de Berlin et la Conférence de la Baule qui ont imposé la démocratie à « l'occidentale » à l'Afrique. Après plus de 20 ans d'expérimentation, 2013 a été inévitablement le temps du bilan de la praxis de cette forme de démocratie. Collectivement et individuellement, le bilan a été dressé. Dans les années 90, des engagements ont été pris. Plus de 20 ans après, il s'agit de savoir où nous en sommes dans le respect de ces engagements. Qu'est-ce qui a marché ? Qu'est-ce qui ne l'a pas été ? Pourquoi cela n'a pas marché ? Ce sont là les questions auxquelles tout Africain doit répondre ; quel que soit son niveau intellectuel, quelle que soit sa responsabilité dans la société. En répondant à ces préoccupations, nous devons tirer les leçons des acquis, mieux appréhender les insuffisances afin d'avancer, la main sur le cœur, vers des lendemains meilleurs, vers l'épanouissement de notre continent. A regarder dans le rétroviseur de cette année qui s'achève, les pays africains n'ont pas été ébranlés dans leur fondement. 2013 a montré une autre image de l'Afrique au monde, celle de la responsabilité, celle de sa capacité à gérer ses propres crises grâce à ses propres moyens. A l'entame de cette nouvelle année, il est urgent que l'Afrique se regarde dans la glace. A travers ce regard, nous devons, en patriotes avertis, faire le choix d'une Afrique qui croit en son destin et qui œuvre à cultiver son développement avec ses valeurs et ses particularités propres. C'est une question de liberté politique chère à Alexis de Tocqueville : « les hommes ne sauraient jouir de la liberté politique sans l'acheter par quelques sacrifices, et ils ne s'en emparent jamais qu'avec beaucoup d'efforts. »

# SOMMAIRE



- 2013 EN AFRIQUE**
- 6 POLITIQUE**  
UNE FIN D'ANNÉE EN MODE PAIX
- 8 ÉCONOMIE**  
UNE CROISSANCE VIGOUREUSE
- 10 SOCIÉTÉ**  
LA LUTTE POUR L'EMPLOI AU MENU
- POLITIQUE**
- 14 DÉCÈS DU PRÉSIDENT NELSON MANDELA**  
LE BAOBAB S'EST COUCHÉ
- 16 DEUXIÈME FORUM MONDIAL DE LA DÉMOCRATIE**
- 18 PAIX ET DÉMOCRATIE EN AFRIQUE**  
LE RÔLE DES MÉDIAS (1ÈRE PARTIE)
- ÉCONOMIE**
- 20 LA MONDIALISATION**  
ENNEMIE DE L'AFRIQUE ?
- 22 CEDEAO**  
VERS LA FIN DES FRONTIÈRES
- 24 COMMERCE EN AFRIQUE**  
NE PAS NÉGLIGER LE POTENTIEL DES FEMMES
- 26 NIGÉRIA**  
PASSER DE LA CROISSANCE AU DÉVELOPPEMENT
- 28 A QUELLE ÉNERGIE AFRICAINE LES USA S'INTÉRESSENT-ILS ?**

**Le nouvel Afrique**  
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations  
**Un regard positif sur l'Afrique**

## MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

**Directeur de publication :** Cyrille Momote Kabange

**Rédacteur en chef :** Daouda Emile Ouedraogo

**Éditorialiste :** Cyrille Momote Kabange

**Comité rédactionnel :** Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercruisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodia, Aimée Florentine Kaboré, Pr Serge Théophile Balima, Emmanuel Martin, Adigun Ajibola, Japhet Omojuwa, Chofor Che, Koumia Alassane KARAMA

**Photographie :** Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Claude Truong-Ngoc, IICD, Rod Waddington, CEDEAO, Stephen Morrison, Benedikt von Loebell, NASA, Timothy McKulka, Roosevelt Pinheiro, John Althouse Cohen

**Couverture :** NELSON MANDELA, juillet 2009 © Shahidul Alam / Drik / Majority World

**Layout :** bruocsella.be / bruocs@gmail.com



30 **SOMMET AFRO-ARABE**  
MAIN DANS LA MAIN POUR UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX

32 **SUD SOUDAN**  
AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DE PLUS DE 8 MILLIONS D'HABITANTS

**SOCIÉTÉ**  
36 **UNFPA-UNICEF**  
UN BINÔME EFFICACE CONTRE L'EXCISION

40 **CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE À BRUXELLES**  
L'UE CONSACRE 2 MILLIONS D'EUROS

44 **ÉCHOS DU CONTINENT**

46 **MAGHREB LES NEWS DU NET**

**CULTURE**  
48 **HOMMAGE À TABU LEY ROCHEREAU**  
LE SILENCE ÉTERNEL D'UNE VOIX INOUBLIABLE DE LA RUMBA CONGOLAISE

#### ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

**Direction Générale :** Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot  
[www.friendlyfoot.be](http://www.friendlyfoot.be)

**Directeur adjoint :** Christel Kompany

**Président :** Augustin Izeidi

**Direction Commerciale :** A.S.C. sprl

#### COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

**Directeur général :** Mahamat Haroun



#### SIÈGE SOCIAL

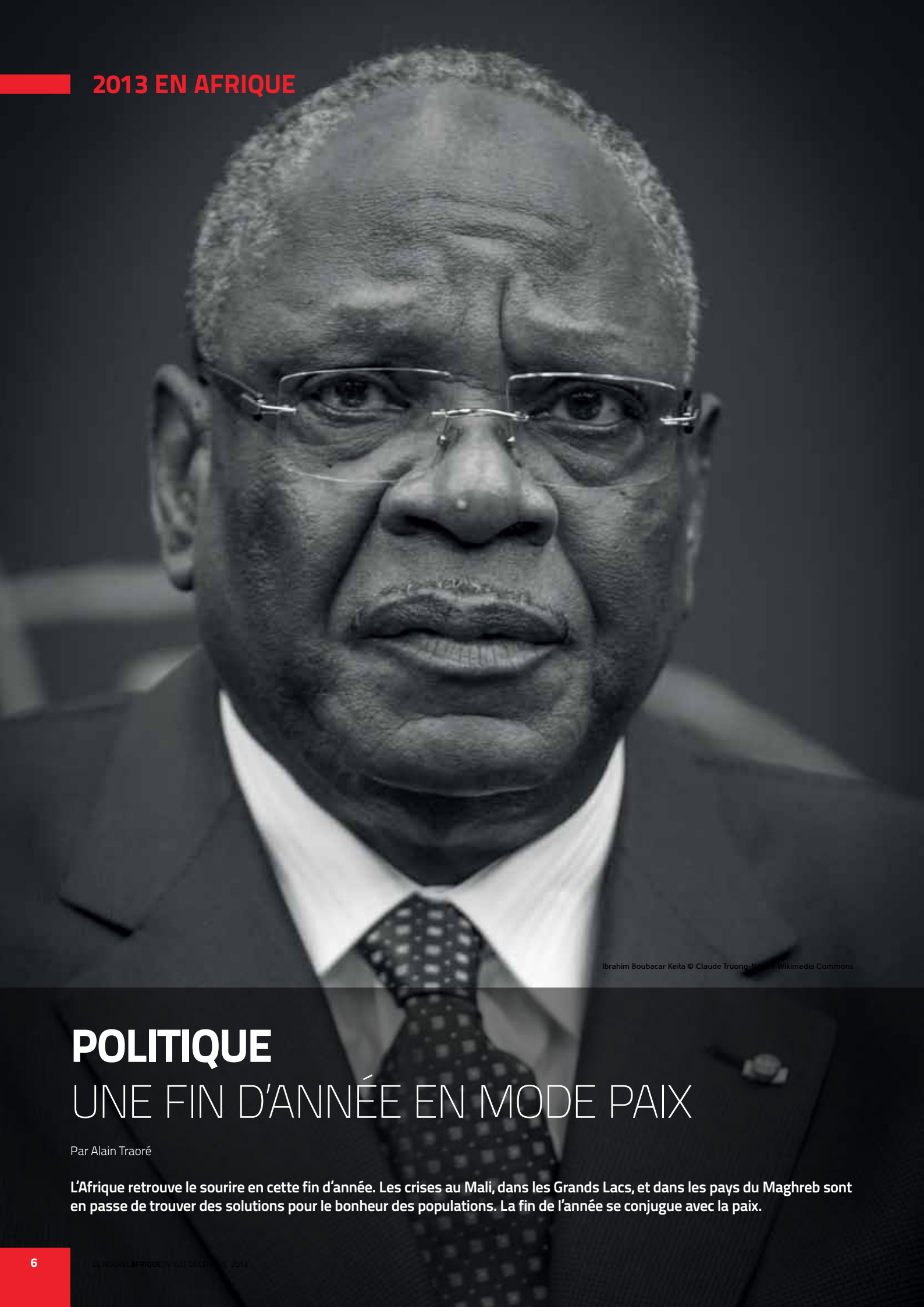
Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

**E-mail:** [info@lenouvelafrique.net](mailto:info@lenouvelafrique.net)

**Site web:** [www.lenouvelafrique.net](http://www.lenouvelafrique.net)



Ibrahim Boubacar Keïta © Claude Truong-Ngoc / Wikimedia Commons

# POLITIQUE

## UNE FIN D'ANNÉE EN MODE PAIX

Par Alain Traoré

L'Afrique retrouve le sourire en cette fin d'année. Les crises au Mali, dans les Grands Lacs, et dans les pays du Maghreb sont en passe de trouver des solutions pour le bonheur des populations. La fin de l'année se conjugue avec la paix.



Avec le retour de l'ordre constitutionnel au Mali, l'Afrique de l'Ouest retrouve peu à peu sa stabilité en cette fin d'année. Dans les Grands Lacs aussi, notamment en RD Congo, la mise en déroute des rebelles du M23 consacre une fin d'année paisible dans cette zone de l'Afrique. En Afrique australe, les crises dans les mines d'or d'Afrique du Sud semblent être rangées aux oubliettes. Sur le plan politique, 2013 a été l'année de l'Afrique. Or, durant douze mois, les africains ont cru le pire. Retour sur les temps forts de cette année 2013.

### **L'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta au Mali**

Après avoir lancé l'opération « Serval » pour chasser les terroristes du Nord-Mali, grâce au soutien de la France, des élections présidentielles libres sont organisées au Mali. A l'issue de 2 tours de scrutin, Ibrahim Boubacar Keïta est élu avec 77.6% des suffrages contre 22.4% pour son rival Soumaïla Cissé. Vainqueur de la présidentielle malienne le 11 août, il prête officiellement serment le 4 septembre 2013 pour un mandat de cinq ans à la tête du pays. Mais, qui est cet homme d'État malien qui a occupé les fonctions d'Ambassadeur de 1992 à 1993, de ministre des affaires étrangères (1993-1994), de Premier ministre (1994-2000), et de président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007 ?

Né en 1945 à Koutiala, IBK a fait ses études secondaires au lycée Askia Mohamed de Bamako puis au lycée Janson-de-Sailly à Paris. Après ses études, il rentre à la faculté des lettres de l'université de Dakar, pour se rendre par la suite à l'Université de Paris I- Panthéon Sorbonne et à l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (IHRIC). Titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un diplôme d'études approfondies en politique et relations internationales, il a travaillé comme chargé de recherche au CNRS et enseigné les systèmes politiques du Tiers-Monde à l'Université de Paris Tolbiac. De retour au pays, il devient conseiller technique principal du Fonds européen de développement (FED) chargé de la mise en œuvre du premier programme de micro-réalisation par la Communauté économique européenne au Mali. Il est ensuite directeur représentant de Terre des Hommes France (TDHF), une ONG française internationale pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Militant de l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ), il est le directeur adjoint de la

campagne d'Alpha Oumar Konaré pour l'élection présidentielle en avril et mai 1992. Après son élection, le nouveau président le nomme en juin 1992 conseiller diplomatique, porte-parole du Président de la République du Mali. En novembre 1992, il est nommé ambassadeur en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Burkina Faso et au Niger. En novembre 1993, il devient ministre des Affaires étrangères, des Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine. Le 4 février 1994, le président Alpha Oumar Konaré le nomme Premier ministre et occupe cette fonction jusqu'en février 2000. Président l'ADEMA-PASJ, il devient en 1999 vice-président de l'International socialiste défendant ainsi les valeurs de la social-démocratie, mais surtout les valeurs de la société malienne : respect, dignité, sens de l'honneur. Cependant, à l'approche de l'élection présidentielle de 2002, alors qu'il souhaite poser sa candidature pour succéder à Alpha Oumar Konaré, des dissensions au sein du parti présidentiel l'entraînent à donner sa démission de Premier ministre le 14 février 2000, puis de la présidence du parti en octobre 2000. Il quitte alors l'ADEMA-PASJ avec ses partisans pour fonder le Rassemblement pour le Mali (RPM), formation qu'il préside depuis juin 2001. A l'élection présidentielle de 2002, Ibrahim Boubacar Keïta arrive 3ème avec 21% des suffrages, et son sens de la responsabilité le pousse, malgré de nombreuses irrégularités, à accepter le verdict de la Cour Constitutionnelle, contre l'avis même de ses partisans. Il apporte alors un soutien décisif à Amadou Toumani Touré, qui est élu au second tour. Quelques semaines plus tard, le RPM arrive en tête des élections législatives, et IBK, élu député à Bamako, se voit logiquement porté à la présidence de l'Assemblée nationale. Pendant son mandat de 5 ans, il a contribué, dans un cadre consensuel, à dynamiser cette jeune institution et a permis de faire voter des textes importants tels que la loi d'orientation agricole, la réforme du code minier. Néanmoins, en 2006, IBK s'oppose à la politique du président ATT sur la gestion du Nord Mali. A nouveau candidat à la présidentielle en 2007, il est le seul représentant d'un grand parti car tous les autres choisissent d'apporter leur soutien au Président de la République Amadou Toumani Touré, qui est réélu au premier tour. IBK, qui conserve son siège de député, devient un opposant constructif et respectueux des institutions, jusqu'à apporter son soutien au gouvernement sur les grandes causes nationales : éducation, lutte contre le terrorisme... Toutefois, il prend conscience de la situation actuelle du pays, caractérisée par un

délabrement de l'autorité de l'État, une aggravation de la menace terroriste dans le Nord du pays, de nouveaux défis économiques à surmonter, et l'inquiétante mauvaise santé de l'éducation nationale. Ce constat plaide en faveur d'un homme d'expérience respecté au Mali et à l'extérieur, et dont le sens de l'État est indiscutable. C'est la raison pour laquelle, lors de son 3ème Congrès ordinaire du 24 juillet 2011, de nombreuses voix appellent le président du RPM à se porter à nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2012 avec le soutien de 18 partis politiques, suivis par la société civile, à travers plus de 800 associations et clubs de soutien, dont certains issus de la diaspora. Malheureusement, le coup d'État du 22 mars 2012 a mis un coup d'arrêt à la campagne électorale dont le président du RPM était l'un des favoris. Le 23 mars 2012, IBK a été le premier homme politique à condamner publiquement avec vigueur et détermination le coup d'État. A noter qu'il est Grand Officier de l'Ordre National du Mali et Commandeur de la Légion d'honneur française. De multiples chantiers l'attendent dans un pays abîmé suite à la crise engendrée par le coup d'État du 22 mars 2012 mené par le capitaine Sanogo contre Amadou Toumani Touré. La lutte pour le développement du Mali passe aujourd'hui par la manifestation de la justice à tous les niveaux. Cette justice doit s'appliquer à tous les maliens quelque soit son rang et son grade afin que nul ne se croit ou ne se sente au-dessus de la loi.

### **La RD Congo revient de loin**

Après avoir, grâce au soutien de la communauté internationale défait les rebelles du M23, le Gouvernement de la RD Congo revient de loin dans la manifestation et la recherche de la paix dans le Nord Kivu et les autres compartiments de la RD Congo. La fin de l'année s'annonce ainsi sous de bons auspices pour ce pays et ses populations dans la mesure où la paix s'installe petit à petit. Mieux, la défaite de ce mouvement rebelle augure celle des autres mouvements dans la mesure où l'armée congolaise se sent plus aguerrie pour mener de nouvelles batailles. Sur le plan politique, c'est une victoire aux retombées incalculables pour la nation dans la mesure où elle favorisera la reprise des activités économiques très importantes dans cette partie du pays.

En définitive, la résolution de la crise au Mali et celle des Grands Lacs augure des lendemains meilleurs pour l'Afrique en l'entame de 2014.



## UNE CROISSANCE VIGOUREUSE

Par Alexandre Korbéogo

L'Afrique a connu une réelle croissance en 2013. Supérieure à 5% en moyenne, la croissance économique a connu une montée fulgurante grâce à la création d'entreprises ainsi qu'à la maîtrise de l'inflation et à l'importation des produits miniers, agricoles et pétroliers.

Le président Ernest Bai Koroma © Roosevelt Pinheiro / ABr



L'Afrique s'en est bien sortie en 2013. Pour 2013, malgré la conjoncture encore difficile et incertaine, le FMI a projeté une croissance stable à 5,3% pour l'Afrique subsaharienne. Malgré le fait que plusieurs incertitudes entouraient ces prévisions, elles ont été atteintes. Les résolutions des crises au Mali, dans les Grands Lacs et au Maghreb, ont permis de faire face à la conjoncture économique. Malgré les turbulences que traverse l'économie mondiale, la croissance africaine fait toujours preuve de résilience. Pourtant, la dynamique s'essouffle dans les pays fortement intégrés aux marchés mondiaux ou ceux qui sont pénalisés par des tensions politiques et sociales. Avec la reprise progressive de l'économie mondiale, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) du continent a atteint 4,8 % en 2013. Il marquera un recul par rapport au taux de 6,6 % de 2012, qui s'explique par le rebond de la production de pétrole en Libye. Si l'on exclut ce pays des prévisions, la croissance économique du continent est ressortie à 4,2 % en 2012 et s'est accélérée en 2013. Les prévisions pour le continent ont tablé sur une production mondiale toujours modeste en 2013, autour de 3,5 % (contre 2,9 % en 2012), avant une embellie, à plus de 4 %, en 2014. Le rythme des échanges internationaux (autour de 3 % en 2012) devrait s'intensifier en 2013 et en 2014, autour de respectivement 4 à 5 % et 6 à 7 % –des taux néanmoins toujours inférieurs aux niveaux d'avant la crise.

### Stabilité politique et envol économique

«L'Afrique francophone est en pleine tourmente au moment où les Lions d'Afrique anglophone rugissent, avec des croissances économiques spectaculaires. Le champion de la croissance au sud du Sahara, c'est une ancienne colonie britannique, sortie il y a dix ans d'une terrible guerre civile, la Sierra Leone, avec une hausse fulgurante de 32% de son PIB grâce à son minerai de fer et son pétrole.»

### L'Afrique qui marche est anglophone

L'Afrique anglophone semble avoir pris les taureaux par les cornes en 2013. L'Afrique francophone est en train de se réveiller des crises au Mali et en Côte d'Ivoire, au moment où les Lions d'Afrique anglophone rugissent, avec des croissances économiques spectaculaires. En 2013, le champion de la croissance au Sud du Sahara était un petit pays, ancienne colonie britannique, sortie

il y a dix ans d'une terrible guerre civile, la Sierra Leone, avec une hausse fulgurante de 32% de son PIB grâce à son minerai de fer et son pétrole. A côté de cette embellie économique, durant ces trois dernières années, les économies des pays africains ont connu une croissance régulière. Dans tous les compartiments de la vie économique, les voyants étaient au vert malgré les premières peurs suscitées par la guerre au Mali, la crise au Maghreb et dans les Grands lacs. En effet, la bonne tenue des économies de l'Afrique subsaharienne en 2010 s'est poursuivie en 2011 avec 5,1% contre 5,3%, s'étendant cette fois à plusieurs pays, selon les perspectives économiques régionales du FMI (Avril. 2012). La plupart des pays y ont contribué. La reprise des cours des matières premières et le renforcement de la demande intérieure dans les pays sont à l'origine de ces performances qui demeurent encore fragiles. En effet, les structures productives en Afrique restent fortement dépendantes de la demande extérieure dont le maintien de la tendance à la hausse reste aléatoire. Les turbulences dans les marchés financiers et la faiblesse des économies des pays avancés continueront de planer sur les perspectives de croissance en Afrique subsaharienne. S'y ajoutent les effets négatifs de la sécheresse en Afrique de l'Est, avec son lot de déplacement de populations qui conduit à une forte mobilisation de la communauté internationale dans un contexte sécuritaire volatile. Des politiques macroéconomiques de qualité mises en œuvre ont soutenu la croissance dans de nombreux pays de la région.

### De la contribution des produits pétroliers

Dans le groupe des produits pétroliers, une croissance de l'ordre de 7% est attendue avec les nouvelles exploitations en Angola et la hausse de la production au Tchad. Le secteur non pétrolier est aussi en forte progression surtout en Angola et au Nigeria, contrairement au Cameroun et en Guinée Équatoriale où l'activité est en baisse. Pour les pays à revenu intermédiaire, ceux d'Afrique australe souffriront de leur forte intégration au commerce et aux marchés financiers mondiaux. L'Afrique de l'Ouest, qui a souffert des effets de la sécheresse au Sahel et du conflit ivoirien, a enregistré de bonnes performances en 2012 et en 2013. Un pays comme le Ghana a vu sa croissance progresser à près de 8% moins qu'en 2011, année où l'exploitation pétrolière a réalisé le plus haut niveau de production. Au Sénégal, la croissance a aussi redémarré après avoir souffert de la sécheresse. Les taux de croissance attendus en raison

de l'exploitation minière et pétrolière au Niger et au Sierra Leone ont été à deux chiffres. Pour les pays sortant de conflits où de désastres naturels, la situation s'est nettement améliorée comme en Côte d'Ivoire (8% en 2012), le redressement au Libéria avec plus de 9%, grâce au minerai de fer et en Guinée où la reprise des investissements miniers a contribué à booster la croissance.

### La Sierra Leone fait parler d'elle

Et pourtant, cet élève un peu timide du fond de la classe –la Sierra Leone–, classé parmi les pays les plus pauvres de la planète, vient de décrocher les félicitations du jury et succède à un autre «lion africain», le Ghana, anglophone, lui aussi boosté par le pétrole, qui passe de 13,6% en 2011 à un confortable 8,8% en 2012, selon le FMI.

En 2011, la croissance économique de la Sierra Leone était déjà honnête (+5,1%) et est resté très élevée en 2013 (+9,1%). Le sous-sol regorge de diamants, d'or, de bauxite. Le pétrole off-shore devrait également aider au décollage du pays. Cerise sur le gâteau, la croissance de l'économie va de pair avec l'enracinement démocratique. Véritable «success story» à l'africaine, la Sierra Leone est un exemple à suivre pour les autres pays africains. Un président au service de son peuple

Le succès de ce petit pays revient à son Président. Le président Ernest Bai Koroma qui a réussi à attirer de nombreux investissements étrangers, s'est fait réélire dès le premier tour de l'élection présidentielle avec près de 60% des voix. Ce scrutin, applaudi par la communauté internationale est presque passé inaperçu. Ce sexagénaire est peu connu hors de son pays, il préfère se concentrer sur les affaires intérieures plutôt que jouer les divas aux sommets de l'Union africaine. Chrétien, il va à la messe les dimanches mais assiste aussi tous les vendredis à la grande prière avec les musulmans. Bref, il panse les plaies de la guerre et s'active pour sortir de la pauvreté de ses concitoyens. A côté de cette performance économique, l'on retrouve la deuxième plus forte croissance économique de l'Afrique subsaharienne. Elle a été enregistrée par un pays francophone, le Niger, avec un beau 14% qui contraste fort avec le maigre 2,3% de 2011. La croissance économique s'est établie à 6,6% en 2013, malgré les vellétés des groupes terroristes.

Grosso modo, l'année qui s'achève a été des plus fructueuses pour l'Afrique. Reste à maintenir le cap afin que 2014 soit plus riche en retombées économiques bénéfiques aux populations africaines.